



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES LANDES

Direction des actions de l'État  
et des collectivités locales  
Bureau des actions de l'État

**ARRÊTÉ DAELC/2016/N° 22 prolongeant l'autorisation d'exploitation  
d'une carrière de calcaire et de grès coquillier sur la commune  
d'ESCALANS au lieu-dit "Sansot" par la société IZCO TP**

**Le Préfet des Landes  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code Minier ;

VU le Code de l'Environnement, son titre I<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le Code Minier, les décrets n° 80-331 du 7 mai 1980 et 99-116 du 12 février 1999 relatifs à la police des mines et des carrières et portant règlement général des industries extractives ;

VU le décret d'application n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif à l'archéologie préventive ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le schéma départemental des carrières des Landes approuvé par arrêté préfectoral du 18 mars 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Jean SALOMON, Secrétaire Général de la Préfecture des Landes ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°169 du 9 février 2001, autorisant la Société BOUNEOU à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et grès coquillier au lieu-dit «Sansot» à ESCALANS, pour une durée de 15 ans jusqu'au 8 février 2016 et l'arrêté préfectoral n°377 du 2 juillet 2001 modifiant le débit maximal de pompage,

VU l'arrêté préfectoral n°380 du 22 mai 2002 relatif aux garanties financières et autorisant le changement d'exploitant au profit de la société IZCO SAS,

VU l'arrêté préfectoral n°109 du 21 février 2014, autorisant le changement d'exploitant au profit de la société IZCO TP,

VU la demande présentée le 6 août 2015 par laquelle la société IZCO TP dont le siège social est situé route de Castelnaud 40310 GABARRET, sollicite la prolongation de l'autorisation préfectorale du 9 février 2001 modifiée,

VU l'avis de l'inspecteur de l'environnement en date du 1<sup>er</sup> octobre 2015 ;

VU les observations émises par la société IZCO TP en date du 9 octobre 2015 ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites - Formation Spécialisée « des carrières » - des Landes dans sa réunion du 3 décembre 2015 ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que le site d'extraction n'a pas fait l'objet d'une exploitation sur la totalité du gisement,

**Considérant** que le projet présenté par la société IZCO TP permettra de poursuivre l'exploitation,

**Considérant** que les impacts générés par l'exploitation sur la période 2001-2015 ont été moindres que ceux prévus dans le dossier d'autorisation, du fait d'une exploitation inférieure à ce qui avait été prévue initialement,

**Considérant** que l'extension de durée projetée ne constitue pas une modification substantielle,

**Considérant** que les dangers et inconvénients présentés par l'exploitation de la carrière vis-à-vis des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement peuvent être prévenus par des prescriptions techniques adéquates ;

**Considérant** que le projet est compatible avec le schéma départemental des carrières du département des Landes ;

**Considérant** que l'exploitant justifie de ses capacités techniques et financières pour mener à bien l'exploitation ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Landes :

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 - PROLONGATION DE L'AUTORISATION**

La Société IZCO TP, dont le siège social est situé route de Castelnau – 40310 GABARRET, est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de calcaire et grès coquillier située sur le territoire de la commune d'ESCALANS, au lieu-dit "Sansot" portant sur les parcelles cadastrées dans la section B sous les numéros 342 à 345, 346p, 347 à 349 et 412p.

Le volume maximum annuel de production autorisé est de 120 000 tonnes.

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2017.

### **ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS GENERALES**

Les prescriptions générales des arrêtés préfectoraux du 9 février 2001, du 2 juillet 2001, du 22 mai 2002 et du 21 février 2014 restent applicables.

### **ARTICLE 3 - GARANTIES FINANCIERES**

L'autorisation d'exploiter est conditionnée à la constitution effective des garanties financières prescrites par l'article L516-1 du Code de l'Environnement dont le montant est fixé à 163 653 euros TTC.

Ce montant est établi sur la base des paramètres suivants, qui devront être pris en compte lors de toute réactualisation :

- TP01-2010 X 6,5345 : 104,1 (indice de mai 2015)X 6,5345 = 680,2
- TVA : 20 %

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, et indiquer dans son article 2 le montant maximum du cautionnement correspondant à la période concernée par le cautionnement.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée dans le paragraphe ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'Inspecteur de l'Environnement peut en demander communication lors de toute visite.

L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article entraîne la suspension de l'exploitation après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article L514-3 dudit Code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L514-11 du Code de l'Environnement.

#### **ARTICLE 4 - MODIFICATIONS**

Toute modification des conditions d'exploitation de la carrière, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **ARTICLE 5 - SANCTIONS**

L'inobservation des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ou du présent arrêté est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement.

#### **ARTICLE 6 - ACCIDENTS / INCIDENTS**

Tout incident ou accident ayant compromis la sécurité de l'établissement ou du voisinage ou la qualité des eaux doit être consigné sur un registre.

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

#### **ARTICLE 7 – DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 8 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de PAU – 50, cours Lyautey 64010 PAU CEDEX :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans le délai de 1 an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision,
- par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la présente décision leur a été notifiée.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 9 - PUBLICITE**

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Une copie sera déposée à la mairie d'ESCALANS et pourra y être consultée.

L'arrêté sera affiché à la mairie d'ESCALANS pendant une durée minimum d'un mois.

Il sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

### **ARTICLE 10 - COPIE ET EXÉCUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes,  
le Maire de la commune de ESCALANS,  
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes,  
les Inspecteurs de l'Environnement placés sous son autorité,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la société IZCO TP à GABARRET.

Mont de Marsan, le 11 JAN. 2016  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jean SALOMON